



Toutes et tous mobilisé-es le mardi 10 octobre

Le 10 octobre, dans l'unité pour défendre la Fonction publique

Neuf fédérations de fonctionnaires dont la FSU appellent à une journée de grève et de manifestations le 10 octobre prochain. Un cadre unitaire qui augure d'une mobilisation massive pour défendre une Fonction publique prise pour cible depuis l'arrivée du nouveau gouvernement.

Les agents du service public assurent des missions essentielles pour le développement et la cohésion du pays.

Pour nos métiers, nos conditions de travail et de vie, la reconnaissance de notre travail, de nos qualifications et de nos rémunérations, pour promouvoir des Services publics de qualité si utiles à la société soyons engagé-es, le 10 octobre prochain.

Gel du point, compensation CSG, étalement PPCR : la FSU dit non à l'austérité salariale !

Ensemble, nous pouvons stopper les offensives contre la Fonction publique.

Toutes et tous en grève le 10 octobre !



En grève et en manifestation le mardi 10 octobre !

Rassemblement à Saint-Brieuc à 11 heures au parc des promenades

Défilé en direction de la Préfecture. Une délégation sera reçue.

Les informations sur les rassemblements dans les autres localités seront communiquées dès que possible.

Communiqué des 9 organisations syndicales

FSU, CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA, FO, UNSA, SOLIDAIRES

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable. C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des Services publics.

Services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou assemblés (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le mardi 10 octobre prochain, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.

Paris, le 15 septembre 2017



Une campagne du MEDEF affiche son mépris pour le Service public d'éducation, ses personnels et ses élèves en affirmant « Si l'école faisait son travail, j'aurais du travail ». C'est pourtant ce Service public qui a permis la massification de l'accès aux études et l'élévation générale du niveau de qualification.

En accusant abusivement l'école, le MEDEF cherche sans doute à faire oublier que les entre-

prises n'ont pas réussi à créer le million d'emplois promis comme devant résulter du CICE.

La FSU, engagée pour la qualité du Service public d'éducation et consciente de l'investissement des agent-es pour y parvenir, s'indigne que le MEDEF puisse tenir des propos aussi irresponsables et aussi insultants.

Les Lilas - le 20 septembre 2017



Dans la foulée, c'est le ministre de l'Éducation nationale en personne qui a été contraint à réagir par un tweet pour soutenir lui aussi les enseignants : "Je suis consterné par le slogan du Medef et leur demande un retrait immédiat. Merci à tous ceux qui œuvrent pour la réussite de nos élèves."

Du côté du Medef, on explique vouloir « susciter le débat sans viser les enseignants mais le système ». C'est raté !



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Après les insultes...

Le vendredi 22 septembre 2017, la FSU prend acte des excuses de Pierre Gattaz et du retrait de la campagne du Medef contre l'École. Mais, si la FSU ne l'avait pas mise sur la place publique, cette campagne aurait bien continué. C'est bien ce que sous tend cette campagne qui inquiète la FSU : négation de l'engagement quotidien des enseignants pour faire réussir tous les élèves, méconnaissance du

rôle du système éducatif, résurgence d'une vieille opposition Ecole/Entreprise, clichés sur l'École...

Cette campagne a soulevé une légitime colère, beaucoup d'indignation et de critiques.

La FSU appelle chacun à faire preuve de responsabilité pour aborder les questions d'Éducation, de formation et d'emploi. Et ce à la veille de discussions sur la formation professionnelle et l'apprentissage.